



Entretien des chemins municipaux : le gouvernement du Québec abandonne les petites localités

Québec, le 25 février 2016 – En marge de son Conseil d'administration réunissant une quarantaine d'élus de toutes les régions du Québec, la Fédération québécoise des municipalités (FQM) demande formellement au nouveau ministre des Transports, monsieur Jacques Daoust, de mettre un terme à la longue inaction gouvernementale en matière d'entretien des chemins municipaux. En effet, l'enveloppe dédiée au maintien de l'intégrité de ces routes est gelée depuis près de 25 ans, ce qui a eu pour effet d'accélérer la dégradation du réseau municipal.

« Ça fait dix ans que nous interpellons les différents ministres des Transports et nous obtenons toujours la même réponse : « Vos routes sont importantes pour nous, mais... » », déplore monsieur Richard Lehoux, président de la FQM. *« Force est de constater que les gestes ne suivent pas les paroles alors qu'aucun d'entre eux n'a levé le petit doigt pour corriger la situation. »*

Le cas Albertville

La municipalité d'Albertville compte un peu moins de 400 habitants qui se partagent la facture d'entretien de la voirie. Dix kilomètres des routes du village sont empruntés par les différentes industries présentes sur le territoire, mais seulement 40 % de ceux-ci sont reconnus comme chemin à double vocation.

« Le cas d'Albertville est frappant, mais il n'est pas unique au Québec », ajoute monsieur Lehoux. *« Les municipalités reçoivent 832 \$ du kilomètre par année pour l'entretien des chemins à double vocation, un montant largement insuffisant par rapport aux coups actuels de maintien et de réfection de nos routes. »*

« Nous n'avons plus les moyens d'entretenir des routes qui sont ravagées année après année par l'industrie », a ajouté le maire d'Albertville, monsieur Martin Landry. *« Nous voulons faire du développement économique, nous voulons que nos ressources soient exploitées, mais notre partenaire, le gouvernement du Québec, refuse de faire sa part et de nous aider à nous sortir la tête de l'eau. »*

Une aide insuffisante

« En 1993, l'enveloppe pour les chemins municipaux était de 87 M\$. Si elle avait été indexée, elle s'élèverait aujourd'hui à plus de 127 M\$ », explique monsieur Gilles Plante, maire de McMasterville, préfet de la MRC de La Vallée-du-Richelieu et président de la Commission permanente sur la sécurité publique, les transports et les technologies de l'information de la FQM. « Pour les routes à double vocation, un maigre 700 000 \$ est prévu annuellement pour l'ensemble du territoire québécois, c'est beaucoup trop peu. »

On voit loin pour notre monde

Depuis sa fondation en 1944, la Fédération québécoise des municipalités s'est établie comme l'interlocuteur incontournable des municipalités et des régions du Québec. Visant constamment à défendre l'autonomie municipale, elle privilégie les relations à l'échelle humaine et tire son inspiration de l'esprit de concertation et d'innovation de ses quelque 1 000 municipalités et MRC membres.

– 30 –

Pour information :
Marc-Antoine Fortin
Conseiller en relation avec les médias
418 651-3343, poste 263 / 418 564-6224
mafortin@fqm.ca